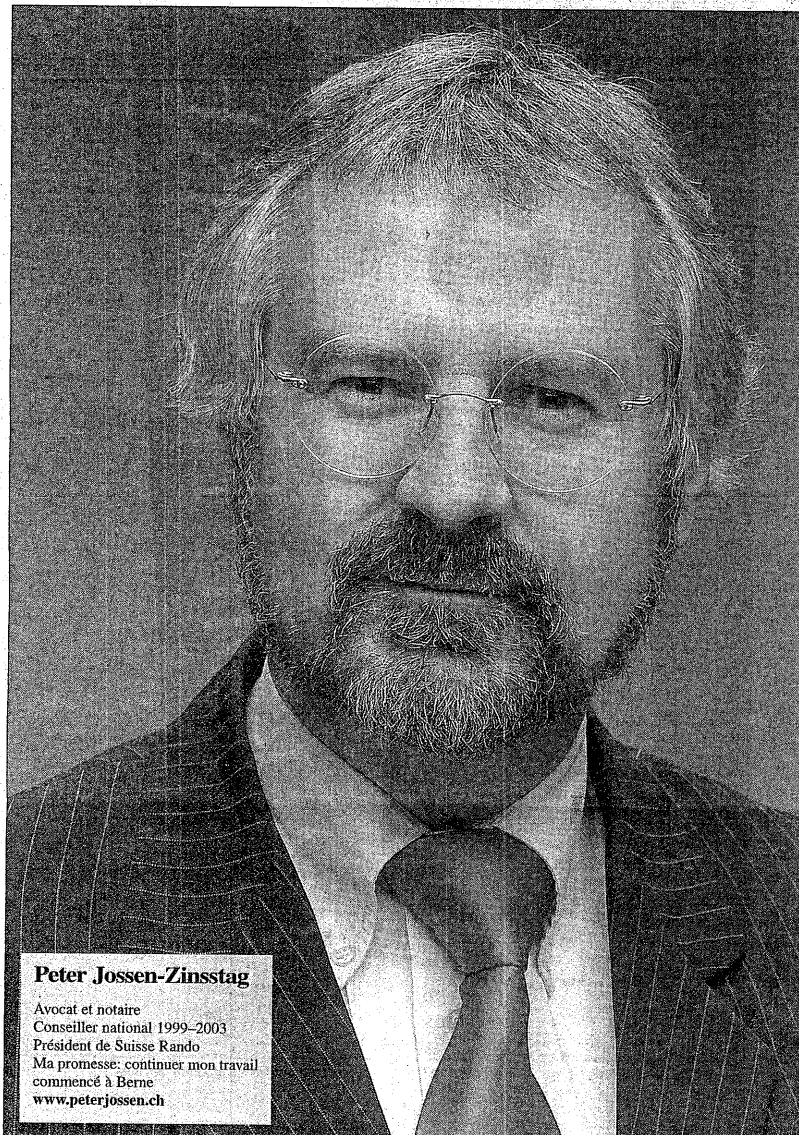


Projet d'avenir Valais 2015

Réponses aux questions des visiteurs de mon homepage



Peter Jossen-Zinsstag

Avocat et notaire
Conseiller national 1999-2003
Président de Suisse Rando
Ma promesse: continuer mon travail
commencé à Berne
www.peterjossen.ch

Quelle est votre motivation?

Peter Jossen-Zinsstag: Je fais de la politique depuis plus de 25 ans. J'ai pu faire des études passionnantes et je suis depuis 25 ans avocat et notaire indépendant dans le canton du Valais. Je m'estime privilégié et j'aimerais rendre un peu de tout ça aux gens qui m'ont toujours soutenu.

Quels sont vos projets d'avenir pour le Valais?

Je veux m'engager pour que notre canton et ses habitants aient toujours un avenir en 2015.

La question politique essentielle du futur est le changement climatique. Pour moi, en tant que représentant d'un canton qui est un véritable château d'eau, le fait que l'industrie et le monde de la finance soient prêts à pratiquer une nouvelle politique dans l'intérêt de notre planète, constitue un défi historique.

Nous savons qu'il n'y a rien de mieux qu'un programme d'efficacité énergétique pour créer des places de travail dans les régions périphériques: l'avenir appartient aux nouvelles générations d'ingénieurs et de PME qui développent de nouvelles technologies pour se passer

du pétrole et du nucléaire. Le canton du Valais s'y prête à merveille.

Nous ne pouvons quand même pas accepter de rester dépendants de quelques bandits du pétrole à l'étranger, sans nous donner la peine de tirer profit du soleil, du bois, du vent et de la biomasse. Il y a là un potentiel énorme d'innovation, une chance fantastique pour les jeunes.

Nous avons besoin de nouvelles alliances politiques entre les adversaires de l'énergie nucléaire en Suisse alémanique et les cantons réservoirs d'eau.

Augmenter la puissance hydraulique, développer l'énergie éolienne, rénover les bâtiments historiques – tous ces projets nécessitent des interlocuteurs crédibles dans les cantons de montagne. J'utiliserai toute mon expérience politique et professionnelle pour trouver des solutions d'avenir dans l'intérêt du canton du Valais.

Quelles sont vos chances?

Mes chances sont intactes. Si le grand favori, Jean-René Fournier, est élu au premier tour – un scénario prévu par la plupart des observateurs – je pourrai réussir au deuxième tour. Mais seulement, si je peux faire un excellent résultat au premier tour.

Je suis persuadé que les quelque 190 000 électeurs du Valais ont leur propre opinion et qu'ils ne vont pas élire tout simplement les candidats qui ont pu être désignés par une centaine de délégués.

Les réactions à ma candidature le prouvent bien: les électeurs ne veulent pas que les partis majoritaires se répartissent les mandats politiques entre eux. Ils veulent pour le canton du Valais, la représentation la meilleure et la plus forte à Berne.

Pourquoi est-il important pour vous de revenir dans la politique nationale?

Il y a quatre ans, je n'ai pas été réélu au Conseil national bien que j'aie récolté davantage de voix personnelles que Jean-Noël Rey. Les gens en Valais n'ont pas voulu que je sois exclu de la politique bernoise. Je veux penser à l'avenir et c'est pourquoi j'ai décidé de présenter de nouveau ma candidature et d'essayer de revenir sur la scène politique à Berne. Les deux sièges des conseillers aux Etats valaisans sont à pourvoir. Et je veux de nouveau tenter ma chance.

Qu'en est-il du jeu d'équipe avec les autres parlementaires?

Je me suis toujours considéré comme le membre d'une équipe qui défend les intérêts de tout le Valais. Je suis persuadé qu'un représentant du PS au Conseil des Etats peut apporter plus pour le canton du Valais. Il y a beaucoup de projets en cours qui ont besoin d'être défendus par quelqu'un disposant d'un vaste réseau de relations. Mon expérience et mes contacts devraient me permettre de contribuer au succès. J'aimerais pouvoir rassembler en un tout mon parcours professionnel et mes activités politiques actuelles à Berne.

Un conseiller aux Etats doit aussi être élu par les autres partis. Comment est-ce que vous voyez ça?

En 2003, j'ai fait plus de 40 pourcents des voix contre Rolf Escher, le Conseiller en poste. Au deuxième tour, j'ai gagné à Sierre, à Loèche et dans environ 10 autres communes, et cela malgré le fait que mon opposant n'avait été en poste que depuis 4 ans et que personne ne voulait qu'il s'en aille. Maintenant qu'il y a deux nouveaux candidats, mes chances sont meilleures.

On parle de «rupture le tournus interne». Qu'est-ce que ça veut dire et qu'en attendez-vous?

Le «tournus» est un accord préjudiciable entre les «jaunes» (CSPO, parti chrétien-social du Haut-Valais) et les «noirs» (CVPO, parti démocrate-chrétien du Haut-Valais), suivant lequel un conseiller en poste doit céder son siège après 8 ans au parti de la même famille politique. Ce système a eu pour conséquence que des personnalités parfaitement qualifiées et reconnues comme le Dr. Hermann Bodenmann, le Dr. Odilo Guntern, Peter Blötzer, Daniel Lauber ont dû quitter Berne après 8 ans et le canton du Valais n'a donc jamais pu obtenir la présidence du Conseil des Etats. Pour moi, une chose est claire: ce système de tournus doit cesser.

Le PDC, en tant que parti majoritaire, prétend que seul le système de «tournus» permettra au Haut-Valais de garder un siège au Conseil des Etats. Qu'en pensez-vous?

C'est une argumentation cousue de fil blanc: la représentation du canton du Valais doit être bilingue car environ 70 pourcents de l'administration centrale à Berne est de langue alémanique. S'il sait utiliser intelligemment son bilinguisme, c'est un grand avantage pour le Valais d'avoir un représentant de chacun des territoires linguistiques. En outre, le parti majoritaire aurait pu depuis longtemps faire inscrire dans la constitution ce droit du Haut-Valais pour régler le problème correctement du point de vue juridique.

Vous parlez d'une représentation intelligente du Valais à Berne. Qu'entendez-vous par là?

Les rapports de force politiques sous la coupole fédérale sont tout autres qu'en Valais: personne ne dispose d'une majorité absolue. Chacune des décisions majoritaires est le résultat de négociations entre des partenaires qui changent toujours. Le PDC n'a pas le droit en Valais – ni mathématiquement, ni sur le plan politique – à 100% des conseillers aux Etats. Aucun autre canton suisse n'envoie à Berne deux conseillers aux Etats du même parti. Seul Uri constitue une exception historique. Le PDC n'a plus que 28 conseillers nationaux. Le PS, par contre, en a 52. Le PDC en a certes plus au Conseil des Etats, soit 15. Le PS en a quand même 9, si bien que l'ensemble de la délégation PDC à l'Assemblée nationale compte 43 sièges alors que le PS en compte 61. A ceci s'ajoute que le PS a deux Conseillers fédéraux alors que le PDC n'en a qu'un. Si l'on veut défendre efficacement une région, on ne peut pas seulement compter sur un parti.

Qu'est-ce que les autres candidats n'ont pas et qui fait que vous êtes mieux qualifié?

L'expérience au niveau national. J'ai été conseiller national pendant presque 5 ans, vice-président de la Commission de gestion du Conseil national, j'ai été nommé, sans opposant, vice-président du groupe parlementaire PS et je préside Suisse Rando, une grande organisation importante au niveau national. Aucun des deux candidats PDC n'a l'«expérience de Berne».

Vous trouverez d'autres questions, réponses et prises de position dans les rubriques «Liens» et «Archives».

Curriculum vitae de Peter Jossen-Zinsstag

Depuis 25 ans, je fais de la politique en Valais et pour le Valais. Mon expérience durant toutes ces années est illustrée dans les Archives de ce site. De 1999-2003, j'ai pu représenter mon canton à Berne en tant que membre du Conseil national. En automne 2007, avec votre aide, j'aimerais prendre en main la défense des intérêts du Valais au Conseil des Etats.

Date de naissance:

26 janvier 1955

Commune de bourgeoisie:

Naters/VS

Adresse:

Waldstrasse 51, 3952 Susten/Loèche

Téléphone:

027 921 22 77 / 079 447 66 02

E-Mail:

peter@jossen.ch

jossen-volken@rhone.ch

Formation et activité professionnelle

1961-1968 Ecole primaire à Stalden et Naters
1968-1970 Gymnase Robstein
1970-1976 Collège à Brig, maturité fédérale avec latin 1976
1976-1980 Etudes de droit à l'Uni de Fribourg
1980 Licence en droit
1980-1981 Stage de notaire à Sion
1981 Diplôme de notaire
1981/82 Stage d'avocat à Viège
1982 Diplôme d'avocat
depuis 1982 Avocat et notaire indépendant, copropriétaire de l'étude Peter Jossen-Zinsstag/

Peter Volken à Brigue et Loèche

Engagement et activités politiques

1989-1997 Membre suppléant au Grand Conseil pour le district de Loèche

1997-1999 Membre du Grand Conseil pour le district de Loèche
Chef du groupe PS du Haut-Valais
Membre permanent de la Commission de justice du Grand Conseil, vice-président de la CEP Loèche les Bains/Saxon

1999-2003 Conseil national – successeur de Thomas Burgener, membre du Conseil d'Etat valaisan
Membre de la Commission des transports et télécommunications
Membre de la Commission de gestion
Membre de la Commission pour le programme de la législature
Membre de la Commission judiciaire

Depuis 1999 Président du bureau du conseil

de la Fondation Schloss Leuk

2001-2003 Membre du comité de

la communauté d'intérêts

Simplon-Lötschberg

Président de la fondation Mobilfunk

und Umwelt (jusqu'à fin 2003)

Depuis 1999 Membre du comité de la Fondation

de la Greina (Greinstiftung)

Depuis 2001 Président de Suisse Rando

(Schweizer Wanderwege)

Depuis 2005 Vice-président du conseil

d'administration de bio-inspecta

Depuis 2006 Président du Forum Migration

Haut-Valais

Depuis mars 2007 Candidat au Conseil des Etats